

Élections législatives aux Pays-Bas : effondrement du parti travailliste et radicalisation à droite

Mercredi 15 mars, les électeurs néerlandais se sont déplacés en masse pour voter : le taux de participation des élections législatives s'élève à 80,4% contre 74,6% en 2012. Les enseignements du scrutin se résument à une seule chose pour beaucoup de grands médias : l'extrême-droite de Wilders a été largement battue, circulez il n'y a rien à voir... Analyse superficielle comme nous allons le voir.



Le premier enseignement est que les électeurs ont rejeté la coalition gauche/droite au pouvoir. Les libéraux (VVP) de Rutte et les travaillistes (PvdA) avaient rassemblé plus de 50% des voix en 2012. En 2017, les travaillistes s'effondrent à 5,7% (contre 24,8% en 2012) et les libéraux baissent à 21,3% (contre 26,5% en 2012). Comme on l'observe la plupart du temps, ce sont les partis de « gauche » qui pâtissent logiquement le plus de l'impopularité des « grandes coalitions » qui appliquent un programme d'austérité néolibéral. La social-démocratie est ici laminée. Il faut dire que le gouvernement sortant a mené une politique d'austérité très dure. Les Pays-Bas sont le laboratoire du travail hyper-flexible (<http://www.force-ouvriere.fr/pays-bas-de-la-flexi-securite-a-l-hyper-flexibilite>)

| Résultats des élections législatives aux Pays-Bas et évolution par rapport à 2012 | | | | |
|---|-------------|--------------|-----------|------------|
| | Suffrages | | Sièges | |
| | % | +/- | Députés | +/- |
| Gauche | 25,8 | -12,9 | 40 | -17 |
| Parti socialiste (SP) | 9,2 | -0,4 | 14 | -1 |
| Gauche verte | 8,9 | +6,6 | 14 | +10 |
| Denk | 2 | inexistant | 3 | inexistant |
| Parti travailliste (PvdA) | 5,7 | -19,1 | 9 | -29 |
| Ni droite, ni gauche | 6,2 | +2,4 | 9 | +5 |
| Parti pour les animaux (PvdD) | 3,1 | +1,2 | 5 | +3 |
| 50 plus | 3,1 | +1,2 | 4 | +2 |
| Centre droit et droite | 45,8 | +2,8 | 71 | +5 |
| Démocrates 66 (D'66) | 12 | +4 | 19 | +7 |
| Appel chrétien démocrate (CDA) | 12,5 | +4 | 19 | +6 |
| Parti populaire libéral et démocrate (VVD) | 21,3 | -5,2 | 33 | -8 |
| Droite souverainiste et religieuse / extrême droite | 20,4 | +5,1 | 30 | +7 |
| Union chrétienne (CU) | 3,4 | +0,3 | 5 | = |
| Forum pour la démocratie | 1,8 | inexistant | 2 | inexistant |
| Parti politique réformé (SGP) | 2,1 | = | 3 | = |
| Parti pour la liberté (PVV) | 13,1 | +3 | 20 | +5 |

L'extrême-droite de Wilders (PVV) progresse et s'impose comme la deuxième force politique en obtenant 13,1% des voix (+3% par rapport à 2012). Cette progression est moins importante que ce que les sondages indiquaient il y a quelques semaines. Néanmoins, le PVV progresse en ayant centré sa campagne de façon hystérique contre les musulmans, allant même jusqu'à vouloir interdire le Coran. En outre, des petits partis de la droite dure religieuse et eurosceptique se maintiennent ou progressent. Une nouvelle formation (Forum pour la démocratie) obtient 1,8% des voix. Deux partis religieux traditionalistes (dont l'un - le parti politique réformé - appelle explicitement à la constitution d'une théocratie) cumulent 5,5% des voix. Au total, la droite extrême cumule plus de 20% des voix, en progression de 5 points.

Si Rutte a limité le recul des libéraux au pouvoir, c'est parce qu'il a droitisé sa campagne, en empiétant sur les plate-bandes de Wilders et en reprenant son discours islamophobe. Wilders a d'ailleurs expliqué : « *Nous avons vu, je crois, ces derniers temps dans la campagne, que beaucoup de partis ont essayé d'adopter certaines de nos positions même s'ils ne vont pas les mettre en œuvre. Je crois que notre influence est devenue importante* ». Rutte a en outre capitalisé sur l'interdiction faite à un ministre turc de participer aux Pays Bas à un meeting de soutien à Erdogan. Deux formations de centre droit (Démocrates 66 et les Chrétiens démocrates) obtiennent autour de 12%, en progression de 4 points chacun, si bien que le total « centre droit et droite » est à plus de 45%.

A gauche, la dégringolade des travaillistes est compensée, très partiellement, par la progression des écologistes de la « Gauche verte » (qui a absorbé dans les années 1990 l'ex parti communiste et des débris de l'extrême gauche) qui passe de 2,3% à 8,9%, et qui cartonne surtout chez les jeunes, les femmes et les plus diplômés. Le parti socialiste régresse légèrement à 9,2%. C'est un parti antilibéral qui a fait campagne contre l'austérité avec le slogan « Prenez le pouvoir ». A l'origine maoïste, le parti

socialiste a abandonné toute référence à la révolution et au renversement de l'État en 1988, puis a abandonné le marxisme quelques années plus tard. Il a atteint 16,6% en 2006, mais il s'est de plus en plus affadi, et il a même passé des alliances avec des partis de droite dans des villes. Une scission des travaillistes (Denk), axé sur la défense des immigrés, obtient 2%. Le total gauche est à 25,8% en chute de 13 points par rapport à 2012.

L'éclatement du paysage politique est spectaculaire. Des partis monothématiques comme le parti des animaux et le parti des vieux (50 plus) progressent. Mais au delà de cet éclatement, c'est bien la droite qui n'était pas au gouvernement qui sort vainqueur du scrutin. Le prochain gouvernement va sans doute comprendre les trois partis de droite et de centre droit : les libéraux de Rutte, les chrétiens démocrates, et les sociaux-libéraux de Démocrates 66. Mais il leur faudra des alliés, qu'ils iront peut être chercher dans la droite traditionaliste, ou chez les travaillistes (si ils veulent descendre encore plus bas...) et les verts. Cette très grande coalition risque de faire le jeu de Wilders, en discréditant un peu plus les partis institutionnels.

Les antilibéraux ne profitent pas de la crise de la social-démocratie qui est désormais totalement discréditée. Dans un capitalisme en crise, l'antilibéralisme est une impasse, et le « parti socialiste », avec son discours fumeux, son renoncement au marxisme, et ses alliances politiciennes contre-nature perd son âme et ses électeurs ouvriers. Il est aujourd'hui urgent de reconstruire un parti communiste révolutionnaire porteur d'une alternative politique au système capitaliste, en rupture avec l'antilibéralisme opportuniste du SP. Pourtant, les anticapitalistes de la section néerlandaise du secrétariat unifié de la IV Internationale continuent à militer au sein du SP...

Gaston Lefranc, le 19 mars 2017